

Informations personnelles

Date de naissance : 21 décembre 1946, Montevideo, Uruguay

État civil : marié

Langues

Anglais, français portugais et italien

Carrière judiciaire

En avril 1975, il sort de la Faculté de Droit avec un diplôme de Docteur en droit et sciences sociales.

En mai 1975, il rejoint la magistrature avec les fonctions de juge de paix de la douzième section judiciaire de Colonia.

En avril 1977, il est promu au poste de juge professionnel de première instance du département de Rivera (l'une des plus importantes parmi les dix-neuf juridictions de l'Uruguay), juridiction ayant essentiellement compétence pour les affaires criminelles de la plus haute importance qui ont eu lieu dans ce département.

En avril 1980, il a été promu juge d'instruction de Montevideo (capitale de l'Uruguay), traitant exclusivement d'affaires criminelles.

En avril 1988, il est promu au poste de juge professionnel d'instruction du 2^e *turno* de Montevideo.

Première instance de la dixième section civile du 14^e *turno* de Montevideo.

En août 1986, il est promu au poste de magistrat de la Cour d'appel de la dixième section du 5^e *turno*.

En février 2002, il est désigné magistrat de la Cour suprême de justice.

Pendant les années 2004-2005, 2011-2012, il a présidé la Cour suprême de justice.

En qualité de magistrat de la Cour suprême de justice, il a pratiqué le droit pénal pendant dix ans, aussi bien en cassation que dans le domaine du contrôle de la constitutionnalité des lois.

À cet égard, il convient de souligner son importante participation à la déclaration d'inconstitutionnalité de la Loi relative à l'extinction de l'action publique, qui constituait un obstacle juridique aux poursuites à l'encontre des militaires accusés de violations des droits de l'homme pendant la dictature ; la condamnation de José Gavazzo et consorts (condamnation 1501 du 06/05/2011), militaires auteurs d'actes répressifs pendant la dictature, pour vingt-huit homicides avec circonstances particulièrement aggravantes ; condamnation de l'ancien président de facto, le Général Gregorio Álvarez, et consorts (condamnation 3033 du 22/08/2011), pour trente-sept homicides avec circonstances particulièrement aggravantes.

- Il convient de préciser que dans ces deux derniers cas, il estimait – minoritairement – qu'il s'agissait d'un crime de disparation forcée de personnes.

- Il a rédigé les condamnations 973 du 15/08/2003 et 1026 du 26/08/2003 qui ont permis de poursuivre pénalement l'ancien président de facto Juan M. Bordaberry.

Activités à l'étranger

En novembre 1987, il obtient une bourse de l'Institut latino-américain des Nations Unies à Caracas, Venezuela, pour donner un cours sur le droit agraire, le fonctionnement et l'institutionnalisation de la justice agraire en Amérique latine.

En décembre 1988, il participe au Séminaire sur les perspectives de la justice agraire en Amérique latine organisé par l'Institut latino-américain des Nations Unies à San José (République du Costa Rica).

En août 1989, il est invité par l'*Inter American Bar Foundation* à participer à un congrès à Rio de Janeiro, auquel ont participé les délégués de tous les pays d'Amérique latine. Le congrès portait sur le thème de l'« Amélioration de la Justice en Amérique latine ». Il est membre fondateur de l'Association interaméricaine de l'administration de la Justice qui a été créée à cette occasion.

En septembre 1993, il participe au premier Séminaire sur les aspects fondamentaux de la réforme judiciaire, en tant qu'intervenant sur les principes directeurs de la réforme de la procédure civile et sur le cas particulier de l'Uruguay. Ce séminaire était organisé par la Cour suprême, la Banque mondiale, l'USAID et le PNUD, dans la ville de Sucre (République de Bolivie).

Du 23 au 27 juillet 1995, il participe à la coordination et à l'organisation du Séminaire sur la modernisation de la justice, garantie de l'État de droit.

Caractère oral de la justice non pénale au Guatemala, séminaire organisé par l'Organisme judiciaire, la Mission des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) et le PNUD.

Le 27 juillet 1995, il participe à un forum universitaire de la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université San Carlos de Guatemala sur l'Oralité de la justice non pénale.

Les 2 et 3 novembre 1995, il intervient au cours du Séminaire sur le caractère oral de la justice non pénale au Guatemala, organisé par l'Université de San Carlos, l'Université Rafael Landivar et l'unité conjointe MINUGUA et PNUD.

Du 8 au 21 septembre 1996, il est consultant à l'Organisation des Nations Unies, chargé de fournir des conseils et de coordonner le projet de modernisation du Code de procédure civil du Guatemala. Il a tenu plusieurs conférences dans la capitale et dans d'autres villes du Guatemala sur l'expérience et les principes du Code général de procédure uruguayen, les fondements du modèle de Code de procédure pour l'Amérique latine et sa mise en œuvre dans la réforme guatémaltèque.

Du 13 janvier au 1^{er} février 1998, il est conseiller de la Commission du renforcement de la justice, Guatemala, Nations Unies au Guatemala.

En mai 2002, il intègre le Groupe de consultation sur la simplification des procédures, lequel s'est réuni dans la ville d'Asunción (Paraguay).

Du 27 au 2 novembre 2002, il représente la Cour suprême de justice au VIIe Sommet ibéro-américain des Présidents de Cours suprêmes et Tribunaux suprêmes de justice, Cancún (Mexique).

En mars 2003, il participe en tant que représentant de la Cour suprême de justice à la Première réunion préparatoire du VIIe Sommet ibéro-américain des Présidents de Cours suprêmes et Tribunaux suprêmes de justice, et à la IVe rencontre ibéro-américaine des conseils de la magistrature, organisés dans la ville de Santa Cruz de la Sierra (Bolivie).

Du 18 au 11 septembre 2003, il participe en tant que représentant de la Cour suprême de justice au VIIIe Sommet ibéro-américain des Présidents de Cours suprêmes et Tribunaux suprêmes de justice, et à la IVe rencontre ibéro-américaine des conseils de la magistrature, qui ont eu lieu à Cartagena de Indias (Colombie).

Du 1^{er} au 21 avril 2004, il participe à la Première réunion des Présidents de Cours suprêmes de justice et des Procureurs généraux d'Amérique latine et des Caraïbes, organisée à San José, Costa Rica.

En novembre 2004, il participe en tant que représentant de la Cour suprême de justice à la Deuxième rencontre des cours suprêmes des États parties et associés du MERCOSUR, organisée dans la ville de Brasília.

En mars 2006, il participe en tant que représentant au XIII Sommet judiciaire ibéro-américain à Santo Domingo de Heredia au Costa Rica.

En mai 2006, il est désigné par la Cour suprême de justice pour participer à la Ve Conférence ibéro-américaine de justice constitutionnelle à Santa Cruz de la Sierra en Bolivie.

En novembre 2007, il est désigné par la Cour suprême de justice pour assister à la Conférence sur la coopération internationale UE-MERCOSUR contre la fraude et la corruption, organisée par l'Office européen de lutte anti-fraude entre le 12 et le 14 novembre 2007.

En novembre 2007, il participe à la VIe Conférence ibéro-américaine de justice constitutionnelle, organisée à Cartagena de Indias en Colombie.

En juin 2008, il est désigné par la Cour suprême de justice pour assister au Séminaire sur les garanties constitutionnelles pour les groupes vulnérables, les personnes privées de liberté, organisé à Buenos Aires en Argentine.

En octobre 2008, il participe au IIIe Sommet des Présidents du pouvoir judiciaire de l'UNASUR, Venezuela.

En avril 2009, il participe à la VIIe édition de la Conférence organisée par le Secrétariat temporaire de la Conférence ibéro-américaine de justice à Mérida – Yucatan, Mexique.

En mai 2009, il participe au Ier Séminaire ibéro-américain sur la transparence, la responsabilité et l'intégrité du pouvoir judiciaire, au Chili.

En mai 2009, il participe à la Journée académique « Science et technologie des procédures judiciaires » à Buenos Aires, Argentine.

En juillet 2009, il est désigné par la Cour suprême de justice pour assister au IVe Sommet des Présidents du pouvoir judiciaire de l'UNASUR, à Cartagena de Indias en Colombie.

En novembre 2009, il participe à la visite bilatérale au Tribunal suprême et Conseil général du pouvoir judiciaire espagnol à Madrid, Espagne.

En août 2010, il participe à la Première réunion de la Commission de coordination et de suivi dans le cadre du XVIe Sommet organisé en République argentine en 2012.

Du 3 au 8 octobre 2010, il participe à la XVIIe réunion des Présidents et Magistrats des tribunaux et chambres constitutionnelles d'Amérique latine, dans la ville de Panama.

Participation à des événements scientifiques relatifs au droit

En septembre 1982, il participe à un cours de spécialisation pour les diplômés sur les moyens juridictionnels de contestation, Uruguay.

En décembre 1987, il participe en tant qu'intervenant au Premier Symposium sur la responsabilité civile dans les transports terrestres organisé en Uruguay.

En octobre 1989, il participe en tant qu'intervenant à la Journée de travail sur le Code général de procédure dans la ville de Treinta y Tres, Uruguay.

Pendant les années 1989 et 1990, dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau Code général de procédure, il donne des conférences et intervient en tant que pénaliste lors d'événements organisés par l'ordre des avocats nationaux, l'ordre des avocats de Montevideo et l'Association des magistrats uruguayens.

En juin 1991, il participe au Congrès sur le droit de la responsabilité civile, organisé par l'ordre des avocats de la ville de Buenos Aires.

En septembre 1992, il participe à la Première rencontre judiciaire Uruguay-Brésil.

En novembre 1992, il participe en tant que membre titulaire aux VIe Journées juridiques de Rio de Plata dans la ville de Punta del Este.

En septembre 1993, il participe en tant qu'invité au Troisième Congrès de Rio de Plata sur le droit maritime, organisé dans la ville de Montevideo.

En septembre 1999, il participe en tant qu'intervenant et représentant de la Cour suprême de justice, au Séminaire sur le Droit public, l'État de droit et la Responsabilité de l'État, en Uruguay.

En août 2002, il participe à la Table ronde finale du IIIe Séminaire international de Droit public, et fait un exposé sur le Terrorisme comme violation grave des droits de l'homme et

sur l'utilité de l'existence d'une juridiction internationale en la matière, conjointement avec M. Hector Gros Espiell, M. Mariano Brito et M. Gonzalo Aguirre, Uruguay.

En août 2008, il participe à la 35^e session extraordinaire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, dans les bâtiments du MERCOSUR, Uruguay.

En septembre 2009, il participe en tant qu'intervenant au IIe Congrès du MERCOSUR sur l'évaluation des dommages corporels et à la IIIe rencontre de Rio de Plata sur la médecine légale, Uruguay.

Les 17 et 18 juin 2011, il participe en tant qu'intervenant à la IIIe Rencontre régionale de l'Association Mercosur des juges pour enfants, intitulée « Construire une justice adéquate pour les enfants et les adolescents », Uruguay.

Exemples de publications

- Dans la revue *Judicatura* N° 16 *La Policía Judicial*, avec M. Hugo Bermúdez. Lors des *Jornadas de Derecho Procesal de Rivera*, FCU, 1985, *La Policía Judicial*, avec M. Hugo Bermúdez.
- Dans la revue *Judicatura* N° 23, *El rechazo liminar de las excepciones inadmisibles en el juicio ejecutivo cambiario*.
- Dans la revue *Judicatura* N° 29, *Alcance del deber de Averiguación de la verdad de los hechos alegados por las partes en el C.G.P. (art. 25.2)*.
- Dans la revue *Judicatura* N° 32, *Un nuevo enfoque sobre la guarda en la responsabilidad por el hecho de las cosas el dependiente es guardián del comportamiento*.
- Dans la revue *La Justicia Uruguaya* N° 111, *La teoría de las cargas procesales dinámicas en el Derecho uruguayo*.
- Dans la revue de l'Université de Montevideo N° 8, 2005 *El Derecho y la Justicia*.
- Dans *Revista de Derecho III* de U.C.U.D.A.L., lors du IIIe Séminaire international de droit public, son exposé sur le Terrorisme comme violation grave des droits de l'homme et sur l'utilité de l'existence d'une juridiction internationale en la matière a été publié.
- Il a participé à l'ouvrage *La ciencia del derecho procesal constitucional*. Études en hommage à Héctor Fix-Zamudio et à ses cinquante ans de carrière en tant que chercheur en matière de droit Torno III. *La justicia constitucional en el Uruguay. Coordinación de los principios de separación de poderes y sometimiento de toda la normativa a la Constitución*.

Hyperlien <http://www.bibliojuridica.org/libros/6/2557/32.pdf>

Enseignement

Il intervient dès 1988 comme enseignant dans les cours de Droit civil, procédure civile et commerciale, pour la formation des magistrats au Centre d'études judiciaires uruguayen.

Il a notamment assuré les cours suivants :

- Droit de la procédure civile pour les élèves magistrats, du 23 au 3 mai 1989.
- Atelier sur les mesures de précaution, du 15 au 17 octobre 1990.
- Atelier processus volontaire, du 11 au 22 octobre 1990.
- Atelier sur l'application du Code général de procédure, du 11 au 15 mars 1991.
- Deuxième module sur le Code général de procédure II, 1^{er} mars 1991.
- Module Droit civil, du 3 novembre au 1^{er} décembre 1991.
- Atelier Droit de la procédure civile, du 1^{er} au 18 mars 1992.
- Atelier Droit de la procédure civile, du 23 avril au 12 mai 1992.

- Atelier Droit de la procédure civile, les 5, 7, 12, 14 et 1^{er} mai 1992.
- Atelier procédure civile. Rattrapage niveau II, les 22, 24, 26 et 2 juin 1992.
- Atelier Droit civil à Tacuarembó, les 14 et 15 novembre 1992.
- Atelier de Droit civil sur l'inexécution des contrats, conjointement avec M. Carlos de Cores, à l'Université catholique d'Uruguay, en septembre 1993.

Pendant l'année 1993, il participe aux ateliers organisés par le Centre d'études judiciaires uruguayen (Partie II), notamment sur les valeurs et moyens de lutte contre l'insolvabilité frauduleuse des débiteurs.

En 1994 et 1995, il enseigne dans le cadre de différents ateliers pour magistrats, notamment sur la responsabilité extracontractuelle, la charge de la preuve et le niveau de preuve, la simulation contractuelle et les actions pauliennes.

En septembre 1995, il donne une conférence sur la théorie du *Disregard of legal entity* ou la compréhension de la personnalité juridique des entreprises commerciales, à l'Institut uruguayen des Études commerciales.

En juillet 1996, atelier sur l'évaluation du dommage moral, actualisation et intérêts légaux, au Centre d'études judiciaires uruguayen.

En novembre 1997, il dirige l'atelier sur la Responsabilité civile des médias au Centre d'études judiciaires uruguayen, conjointement avec Mme Elena Martinez.

Depuis avril 2002, il codirige le module sur les techniques du pouvoir judiciaire, les motivations et le raisonnement judiciaires, dans le cadre du cours pour les étudiants souhaitant intégrer la magistrature, organisé par le Centre d'études judiciaires.

Autres activités

Membre de la Commission chargée de conseiller la Cour suprême de justice concernant la mise en œuvre du Code général de procédure.

Membre de la Commission désignée par le Président de la République de l'époque, qui a rédigé les indications pour le projet de réforme constitutionnelle du Pouvoir judiciaire, conjointement avec M. Torello, M. Galagorru, M. Lombardi et M. Martins.

Membre de la Commission de conseil de la Cour suprême de justice chargée d'évaluer la formation des magistrats aux fins de transferts et de promotions (1996-1997).

Membre du Comité de suivi et de conseil désigné par la Cour suprême de justice pour la mise en œuvre et l'exécution du prêt consenti par la BID pour l'amélioration de la justice.

Membre de la Commission de coordination et de suivi du Groupe du Sommet judiciaire ibéro-américain.